République du Bénin

Présidence de la République

DECRET n° 2000-5 du 13 Janvier 2000 portant création d'une commission ad hoc chargée de vérifier les cas de malversations à la CO.BE.NA.M. relatives aux soumissions contentieuses.

Le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

- VU la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;
- VU la proclamation le 1^{er} avril 1996 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- VU le décret n° 99-309 du 22 Juin 1999 portant composition du Gouvernement;

DECRETE

Article 1^{er}: Il est créé une commission ad hoc chargée:

- de vérifier les cas de malversations qui se commettent à la CO.BE.NA.M et relatives aux soumissions contentieuses;
- d'entendre toutes les personnes impliquées dans ce dossier;
- de vérifier la régularité des pièces comptables afférentes à toutes les soumissions contentieuses;

Article 2 : La commission est composée comme suit :

- <u>Président</u>: OGOUBIYI Guy, Magistrat Chef Investigations de la Cellule de la Moralisation de la Vie Publique;
- Rapporteur: DAGBA Alexandre, Inspecteur des Finances;

- <u>Membres</u>. TOSSOU Isidore, Conseiller Technique à l'Economie du Chef de l'Etat ;
- ZINZINSOUHOU Raymond, membre de la Cellule de la Moralisation de la Vie Publique.
- Article 3: La commission pourra solliciter le concours de toutes personnes susceptibles de l'aider dans l'accomplissement de sa mission.

La commission dispose de trente (30) jours pour déposer son rapport.

- Article 4 : Les moyens nécessaires à l'accomplissement de la mission sont fournis par le Ministre des Finances et de l'Economie.
- Article 5: Le présent décret qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel.

Mathieu KEREKOU

Ampliation: PR 6 AN 4 CC 2 CES 2 HAAC 2 MFE 4 SGG 4 MINISTERES 19 DEPARTEMENTS 6 TRESOR 1 INTERESSES 4 J.O. 1